

Règlement d'organisation

sur les cours interentreprises CIE pour opticienne CFC / opticien CFC¹, de la Commission B+Q²
présenté le 28 mars 2022 et mis en vigueur le 1^{er} août 2022

Art. 1 Bases légales et objectif

1. Le présent règlement d'organisation des CIE se fonde sur l'ordonnance sur la formation et sur le plan de formation correspondant d'opticienne CFC / opticien CFC du 14 juin 2021.
2. Les cours interentreprises - ci-après CIE - permettent aux apprentis d'acquérir des compétences professionnelles de base et complètent la formation pratique professionnelle et la formation scolaire, lorsque l'activité professionnelle à apprendre l'exige. En ce sens, les CIE aident les apprenants à combiner l'apprentissage théorique et pratique.
3. Le présent règlement d'organisation clarifie l'organisation et l'organe responsable des CIE en tenant compte des compétences cantonales.

Art. 2 Organisme responsable

1. L'organisme responsable des CIE est l'Association pour la formation professionnelle initiale en optique (VBAO³) à 4601 Olten.
2. L'AFPO/VBAO a la compétence de déléguer des tâches en rapport avec la planification, l'organisation, la réalisation et le décompte des CIE à des tiers, à des associations de promotion de l'AFPO/VBAO ou à d'autres institutions. La collaboration avec des tiers doit être régie par un accord écrit.

Art. 3 Responsabilité financière

1. L'AFPO/VBAO assume la responsabilité financière de l'organisation des CIE (sous réserve d'accords avec des tiers). Le comité de l'AFPO/VBAO rend compte de ses activités à l'assemblée des délégués de l'AFPO/VBAO.

¹ CFC = Certificat fédéral de capacité

² Commission suisse pour le développement professionnel et la qualité de la formation des opticiens CFC

³ Les associations responsables du VBAO sont l'AOVS Augenoptik Verband Schweiz (FSO Fédération Suisse des Opticiens et OPTIKSCHWEIZ (OPTIQUESUISSE) - L'association d'optométrie et d'optique.

Art. 4 Organes

1. L'AFPO/VBAO désigne un Comité de surveillance.
2. L'AFPO/VBAO désigne une Commission des cours.

Art. 5 Organisation de la commission de surveillance

1. Les CIE sont placés sous la surveillance d'une Commission de surveillance composée d'au moins cinq membres. Les différentes régions linguistiques sont représentées de manière adéquate. La Commission des cours est représentée par au moins un membre au sein de la commission de surveillance.
2. Les membres de la Commission de surveillance sont élus par l'organe responsable pour un mandat de quatre ans. Ils peuvent être réélus. La Commission de surveillance se constitue elle-même.
3. Les cantons d'implantation et les écoles professionnelles bénéficient d'une représentation équitable au sein de la Commission de surveillance.
4. La Commission de surveillance est convoquée par le président ou la présidente aussi souvent que les affaires l'exigent, mais au moins une fois par an. Elle doit être convoquée si deux membres de la Commission de surveillance le demandent.
5. Le quorum est toujours atteint au sein de la Commission de surveillance. Les décisions sont prises à la majorité des voix présentes. En cas d'égalité des voix, celle du président ou de la présidente est prépondérante.
6. Les réunions du Comité de surveillance sont consignées dans un procès-verbal.
7. La gestion de la Commission de surveillance est assurée par le secrétariat de l'AFPO/VBAO.
8. L'indemnisation des membres de la Commission de surveillance est régie par le règlement des frais de l'AFPO/VBAO.

Art. 6 Missions de la Commission de surveillance

1. La Commission de surveillance veille à l'application uniforme du présent règlement ; elle remplit notamment les tâches suivantes :
 - a) elle détermine, en accord avec l'organe responsable, les lieux des cours et les zones de desserte correspondantes ;
 - b) elle peut arrêter des directives concernant l'organisation et le déroulement des cours ;
 - c) elle peut arrêter des directives concernant l'équipement des salles de cours ;
 - d) elle peut arrêter des directives concernant les activités de cours et est responsable de l'assurance qualité ;
 - e) elle peut arrêter des directives concernant les décomptes des cours et est responsable de la facturation uniforme à l'organisme responsable ;
 - f) elle élit les membres de la Commission des cours ;
 - g) elle établit un rapport annuel à l'intention de l'organe responsable.

Art. 7 Organisation de la Commission des cours

1. Une Commission des cours est constituée, composée d'au moins quatre membres. Tous les membres de la Commission des cours ont le droit de vote, à l'exception des représentants des autorités.
2. Les cantons d'implantation et les écoles professionnelles sont représentés de manière appropriée au sein de la Commission des cours.
3. Les membres de la Commission des cours sont élus par la Commission de surveillance pour une durée de quatre ans. Ils peuvent être réélus. La Commission des cours se constitue elle-même.
4. La Commission des cours est convoquée par son président ou sa présidente aussi souvent que les affaires l'exigent, mais au moins une fois par an. Elle doit être convoquée si au moins la moitié des membres de la Commission des cours le demandent.
5. Le quorum est toujours atteint au sein de la Commission des cours. Les décisions sont prises à la majorité des voix présentes. En cas d'égalité des voix, celle du président ou de la présidente est prépondérante.
6. Les réunions de la Commission des cours sont consignées dans un procès-verbal.
7. La gestion de la Commission des cours est assurée par la direction de l'AFPO/VBAO.
8. L'indemnisation des membres de la Commission des cours est régie par le règlement des frais de l'AFPO/VBAO.

Art. 8 Missions de la Commission des cours

1. La Commission des cours est responsable de l'organisation des CIE. Elle a notamment les tâches suivantes :
 - a) elle élabore, sur la base de l'ordonnance sur la formation professionnelle initiale, du plan de formation et du plan d'études national des écoles professionnelles, les programmes de cours, les horaires, le matériel pédagogique à utiliser et les supports de cours des CIE ;
 - b) elle définit les budgets et les décomptes des cours ;
 - c) elle désigne le personnel d'instruction et les locaux de cours ;
 - d) elle organise la formation continue du personnel d'instruction ;
 - e) elle met à disposition les installations ;
 - f) elle fixe la période des cours et veille à ce qu'ils soient publiés par l'organisme responsable ;
 - g) elle veille à la coordination de la formation avec les écoles professionnelles et les entreprises ;
 - h) elle assure, si nécessaire, la restauration et l'hébergement des apprenants et du personnel d'instruction ;
 - i) elle communique les évaluations de compétences CIE (notes d'expérience) aux autorités cantonales ;
 - j) elle établit un rapport annuel à l'intention de la Commission de surveillance et des cantons concernés et garantit l'assurance qualité.

Art. 9 Convocation des apprenants

1. La Commission des cours convoque les apprentis en collaboration avec le secrétariat de l'AFPO/VBAO. Elle rédige à cet effet des convocations personnelles qu'elle envoie aux entreprises formatrices et aux apprentis.

Art. 10 Visites obligatoires

1. La fréquentation des CIE est obligatoire pour tous les apprentis. Les entreprises formatrices sont responsables de la participation de leurs apprentis aux CIE.

Art. 11 Prestations de l'entreprise d'apprentissage

1. Les entreprises formatrices sont facturées pour les frais de cours. Le montant ne dépasse en principe pas les dépenses par personne participante après déduction des prestations des pouvoirs publics ou d'éventuels fonds. La constitution de réserves et de provisions autorisées par la loi est en outre expressément réservée.
2. L'organe responsable de l'AFPO/VBAO peut facturer des frais de cours réduits aux membres de ses associations responsables.
3. Si, pour des raisons impérieuses (maladie ou accident certifié par un médecin), le participant doit être dispensé du cours avant ou pendant celui-ci, le montant versé est remboursé au formateur, déduction faite des frais déjà engagés. Le formateur doit communiquer le motif de l'absence par écrit à la commission des cours, à l'attention de l'autorité cantonale compétente, dans un délai de deux semaines. Les éventuelles dispenses doivent être demandées à l'autorité cantonale compétente.
4. Le salaire fixé dans le contrat d'apprentissage doit également être versé aux apprentis pendant les CIE.
5. L'assurance des apprentis pendant les CIE (en particulier responsabilité civile et accidents) incombe à l'entreprise formatrice.
6. L'entreprise formatrice prend en charge les frais occasionnés par la fréquentation des CIE (notamment les frais de déplacement, les repas, les éventuelles nuitées nécessaires et le matériel didactique).

Art. 12 Durée, période et contenu des CIE

(cf. également art. 8 de l'ordonnance sur la formation)

1. Les CIE durent au total 25 jours de 8 heures.
2. Les jours et les contenus sont répartis sur 7 cours (de la 1ère à la 3e année d'apprentissage).
3. Les performances des apprentis dans les CIE sont communiquées à l'entreprise formatrice.
4. Il n'y a pas de CIE au cours du dernier semestre de la formation professionnelle initiale.
5. Les autorités compétentes des cantons d'implantation ont accès aux CIE à tout moment.

Art. 13 Certificats de compétences CIE

(cf. également art. 19 de l'ordonnance sur la formation)

1. Les notes des contrôles de compétences CIE sont prises en compte dans la procédure de qualification en tant que partie de la note d'expérience (40 %).
2. La commission des cours communique les notes des contrôles de compétence CIE aux entreprises formatrices et aux apprentis après chaque CIE évalué (cours 4 à 7).
3. La note d'expérience CIE (résumé) doit être envoyée au service désigné par l'office cantonal avant la 16e semaine calendaire de l'année de la procédure de qualification (fin de la 3e année d'apprentissage). La responsabilité et la gestion des notes incombent à la Commission des cours.
4. Les notes des contrôles de compétence des CIE sont prises en compte dans la procédure de qualification en tant que partie de la note d'expérience, comme décrit ci-dessus. C'est pourquoi les notes des contrôles de compétences CIE ne peuvent être contestées qu'une fois le résultat global de la procédure de qualification déterminé. Celui qui n'est pas d'accord avec une note peut toutefois le signaler par écrit à la Commission des cours immédiatement après l'avoir reçue, en justifiant son désaccord. La note est ensuite revue.

Art. 14 Contributions forfaitaires des cantons

1. L'AFPO/VBAO règle les contributions forfaitaires (contributions cantonales) directement avec les autorités cantonales compétentes selon le lieu de formation de l'entreprise des participants/es (sous réserve d'accords avec des tiers).

Art. 15 Garantie de déficit

1. Dans la mesure où les frais d'organisation, de préparation et de réalisation des cours ne sont pas couverts par les prestations des entreprises formatrices ainsi que par les contributions des cantons, les éventuelles subventions de tiers et les revenus des travaux de cours, ils sont à la charge de l'AFPO/VBAO.

Art. 16 Entrée en vigueur

1. Le présent règlement a été soumis le 28 mars 2022 à la Commission suisse pour le développement professionnel et la qualité de la formation des opticiens CFC (Commission B+Q) et entre en vigueur le 1^{er} août 2022.

Olten, le 13 juin 2022

Association pour la formation professionnelle initiale en optique VBAO

Le président:

Le directeur général:

sig. Roger Willhalm

sig. Christian Loser